



La hausse de la taxation des produits pétroliers induisant une baisse du pouvoir d'achat est à l'origine d'un mouvement social depuis le 17 novembre. La droite et l'extrême droite tentent d'instrumentaliser cette colère pour en récolter les fruits politiques et la transformer en fronde antifiscale. De son côté, le gouvernement justifie ces hausses par la nécessité de financer la transition écologique. Or, ces augmentations qui représenteraient environ +3,2 milliards d'euros, ne sont affectées que pour une part minime à la dite transition (seulement 20 % des 34 milliards d'euros rapportés par cette taxe y seront consacrés). Cette taxation a d'abord pour but de compenser les cadeaux fiscaux aux plus riches, comme par exemple la baisse de l'impôt sur les sociétés (-2,4 milliards) ainsi que le CICE (40 milliards). La CGT, FO et la FSU 23 tiennent à réaffirmer leur opposition à ces cadeaux fiscaux qui ne bénéficient qu'à quelques-uns, les plus aisés, au détriment du plus grand nombre et de l'intérêt général.

Pour nos organisations syndicales, la pseudo politique du gouvernement en faveur de l'écologie est purement démagogique : il était nécessaire de construire des alternatives au « tout voiture » en amont de la hausse des taxes sur les produits pétroliers. Or, c'est exactement la politique inverse qui a été menée jusqu'à présent. La libéralisation du marché des autocars, c'est Macron, ancien ministre de l'économie de François Hollande, qui l'a construite ; la réforme de la SNCF avec l'ouverture à la concurrence des lignes ainsi que l'objectif de la poursuite de fermeture des « petites lignes » pourtant indispensables en zone rurale, c'est encore Macron comme président cette fois-ci, qui a œuvré. Libéralisation, ouverture à la concurrence sont les ennemis d'une politique ambitieuse de transition écologique des modes de transport : seul l'État peut être le garant d'un développement des réseaux collectifs de transport partout et pour tous permettant de se libérer progressivement du « tout voiture ».

Aujourd'hui, les petites lignes « non rentables » ferment les unes après les autres et les habitants des départements ruraux n'ont d'autres choix que de prendre leur voiture pour se déplacer. La hausse des taxes sur les produits pétroliers ne peut alors pas être vécue autrement que comme une profonde injustice supplémentaire pour les habitants de ces territoires et comme la preuve que les inégalités territoriales ne font que s'amplifier au profit de certains.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que des mesures concrètes n'ont pas été réfléchies jusqu'à présent et que le modèle de consommation impulsé par nos politiques entre en totale contradiction avec une nécessaire transition écologique. Rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique. Nous refusons cette nouvelle division orchestrée par l'Élysée entre les citoyens qui seraient responsables en matière environnementale et les autres. Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales.

Nombre de nos camarades ont rejoint le mouvement des « gilets jaunes ». Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale. Oui, il y a de la colère contre cette politique injuste qui déshabille les Services Publics nécessaires à tous et en particulier aux populations les plus modestes. Oui, il y a de la colère contre ce gouvernement qui mène une politique fiscale en faveur des nantis. Oui, il y a de la colère contre ce « président des riches ».

Mais ne nous trompons pas sur les solutions.

La plate-forme revendicative de nos organisations syndicales est définie démocratiquement avec nos adhérents. Avant de nous engager dans un mouvement social, nos revendications sont claires et sans ambiguïté ; quel que soit le camarade qui les porte, elles restent identiques.

Aujourd'hui, les salaires sont bloqués. Déjà frappés par la hausse de la CSG et la désindexation des pensions sur l'inflation, les retraités ne cessent de voir leurs conditions de vie régresser. Toute nouvelle taxation revient donc à une baisse supplémentaire du pouvoir d'achat encore plus durement ressentie par les plus faibles qui ne peuvent, par ailleurs, accéder aux vecteurs d'économie d'énergie. Pour nos organisations syndicales, les défis de la transition écologique rendent donc nécessaires une augmentation des salaires et des pensions afin de permettre à toutes de les relever. La CGT, FO et la FSU demandent l'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux.

Pour affronter ces défis, notre société a besoin de Services Publics et d'entreprises publiques renforcés, que ce soit en matière d'énergie ou de transport en commun, de recherche, d'éducation... Or ces secteurs sont touchés par les suppressions de poste massives dans le projet de budget 2019 ainsi que par des réformes structurelles qui les détruisent. En ce sens, nos organisations syndicales revendiquent des transports gratuits pour les salarié-es.

La CGT, FO et la FSU réaffirment également ici leur attachement à une fiscalité juste et redistributive mettant à contribution tous les revenus, y compris ceux du capital, immobilier comme financier, afin de financer des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire et d'engager une politique ambitieuse et cohérente pour la transition écologique. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, contre les exonérations de charges sociales pour les entreprises les plus riches doit permettre de trouver les moyens de mener le combat en faveur de la transition écologique. Celui-ci est indissociable du combat en faveur de la redistribution des richesses.

Dans cette période de clair-obscur où peuvent surgir les monstres, la CGT, FO et la FSU appellent les citoyens à ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes. C'est bien tous ensemble que nous pourrions infléchir la politique du Président des riches. Par cette initiative, cette volonté de rassemblement et d'unité, la CGT, FO et la FSU sont au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elles appellent les salarié-es et les citoyens à manifester le 1er décembre à 10h30 devant la Préfecture de Guéret pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.